

## Portrait : Driss Benzekri, opposant hier, partenaire aujourd'hui

14/02/2006

Sur sa jeunesse volée, Driss Benzekri ne s'étend pas. "On sent que la blessure est toujours là, mais ce n'est pas quelque chose qui nous pourrit de l'intérieur. On tente de dépasser cela, de ne pas en rester au stade de l'amertume", dit-il simplement. "On" pour ne pas dire "je" et pour rappeler aussi qu'ils sont des milliers à avoir subi le même sort sous Hassan II, le père de l'actuel souverain marocain, Mohammed VI.

Driss Benzekri est impénétrable. S'il s'exprime volontiers, il se confie peu. Sa parfaite maîtrise de lui-même cache mal une grande sensibilité. Ce militant d'extrême gauche reconverti dans la défense des droits de l'homme avait 24 ans quand il est entré en prison, en 1974, 41 ans quand il en est sorti, en 1991. Son tort ? Avoir dirigé une organisation marxiste-léniniste, Ilal Amam.

Opposant hier, partenaire aujourd'hui... Parce qu'il a accepté, en novembre 2003, de présider l'Instance équité et réconciliation (IER), un organisme chargé par le roi de faire la lumière sur les graves violations des droits de l'homme perpétrées entre 1960 et 1999, Driss Benzekri n'en finit pas de susciter la polémique au Maroc. Pour les uns, il a été "récupéré par le "makhzen"" (pouvoir monarchique). Pour les autres, il est au contraire "un visionnaire" qui a raison de parier sur Mohammed VI et sa volonté de démocratiser le Maroc.

Après avoir instruit plus de 16 000 dossiers - dont presque 10 000 devraient aboutir à des indemnisations -, l'IER a achevé son mandat en novembre. Dans son rapport final, l'Instance recommande une révision de la Constitution, pour assurer la séparation des pouvoirs, en particulier l'indépendance de la justice. Elle demande par ailleurs à l'Etat de présenter ses excuses aux victimes des "années de plomb". Le pouvoir donnera-t-il une suite à ces recommandations ? Benzekri s'en dit persuadé. Ses détracteurs, eux, sont sceptiques.

D'origine berbère, issu d'une famille modeste, Driss Benzekri était enseignant avant d'être envoyé en prison. Là-bas, au fil des années, il a abandonné ses idées révolutionnaires pour se consacrer à la question des droits de l'homme. Après sa libération, ce spécialiste de poésie berbère s'est lancé dans des études de droit international et a obtenu un master à l'université d'Essex, en Grande-Bretagne. Il s'intéresse plus particulièrement à la naissance du Tribunal pénal international.

"Récupéré" ? Driss Benzekri conserve son air impassible. A peine note-t-on un léger haussement d'épaules. "Il faut être inconscient pour dire une chose pareille. C'est de l'ordre de l'insulte, mais j'accepte ce genre de débordements. Cela fait partie de la liberté d'expression", répond-il en souriant, d'une voix si douce et si tenue qu'elle surprend toujours ses interlocuteurs. Est-il blessé par ces attaques ? Il assure que non, sans réellement convaincre.

"Je lui dis toujours : Dieu aurait pu te créer en nuage car on te voit mais on ne te touche jamais !", raconte en riant l'un de ses amis, Salah El Ouadie, membre de l'IER, lui aussi ancien détenu politique. A l'entendre, Benzekri a toujours été discret, presque effacé, et travailleur. "Il vit de thé, café et cigarettes. Il peut rester des jours entiers sans manger ni dormir. Mais il sait saisir une chance quand elle se présente, explique-t-il. La justice transitionnelle (entre dictature et voie démocratique) au Maroc, c'est lui."

De leurs années communes de détention, Salah El Ouadie garde en mémoire une scène révélatrice "du sens de la dignité humaine" de Benzekri. Cela se passait au centre d'interrogatoires et de tortures de Derb Moulay Cherif de Casablanca, en 1975. "Un détenu a été malmené devant nous. Driss s'est interposé. Le gardien l'a jeté à terre et roué de coups en hurlant : 'Demande grâce !' Driss a refusé. Son bourreau a continué jusqu'à ce qu'il perde connaissance."

Sans l'IER, Khadija Rouissi estime qu'elle n'aurait jamais retrouvé le corps de son frère, Abdelhaq. La dépouille de ce garçon de 25 ans, arrêté en 1964, vient d'être exhumée et identifiée près de Casablanca. "Longtemps, j'ai mené un combat en solitaire, comme tant d'autres. Benzekri nous a rassemblés et donné une stratégie", explique la jeune femme, pour qui le président de l'IER a le mérite de croire que "tout est possible", à condition de s'en donner les moyens et d'accepter de négocier.

Pour d'autres, on ne négocie pas avec le makhzen. Une fois entré dans son orbite, on est inévitablement aspiré... et récupéré. Tel est l'avis d'Abdallah El Harif, ancien compagnon de route et de détention de Driss Benzekri. Pour lui, l'IER est "une officine makhzenienne", habilement brandie pour justifier la transition démocratique au Maroc. El Harif reproche à Benzekri de "cautionner la continuité" au lieu d'exiger de "vrais" changements. "Son attitude est dangereuse car le système qui a permis les exactions du passé est toujours là", estime-t-il.

Abdelhamid Amine a lui aussi été un proche de Benzekri. Sa geôle faisait face à la sienne dans les années 1980. Aujourd'hui président de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), M. Amine se montre tout aussi critique sur le cheminement de son ami. "Les exactions continuent au Maroc et l'impunité demeure. Comment donner crédit aux recommandations de l'IER ?", s'interroge-t-il, en soulignant que le rapport final de l'Instance "se garde bien de toucher au caractère absolu de la monarchie", ce qui empêche à ses yeux de croire à l'établissement d'un Etat de droit.

Pour Abraham Serfaty, l'un des plus célèbres opposants au roi Hassan II, lui aussi membre dirigeant, autrefois, d'Ilal Amam, Benzekri est "un type bien" et ne mérite pas d'être blâmé. "Il est à la fois courageux et honnête, en aucun cas manipulable. J'estime qu'il a eu raison d'accepter de présider l'IER", dit-il. Cette opinion est partagée par son épouse, Christine Daure-Serfaty, avocate. Certes, il reste beaucoup de progrès à faire au Maroc, et se débarrasser du poids de quarante années de plomb ne sera pas chose facile, estime Mme Serfaty. Mais, pour elle, il est regrettable de voir que "tout ce qui vient du 'makhzen' est d'entrée de jeu considéré comme négatif et (que) Driss Benzekri en paie le prix".

Florence Beaugé  
Source : Le Monde

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=politique&id=848>